

Zeitschrift: Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse =
Gazetta militare svizzera

Band: 79=99 (1933)

Heft: 5

Artikel: Augures et réalités ...

Autor: Stackelberg, S. de

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-11699>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

lich Schluss gemacht werden. Dieser Vergiftung verdanken wir alles Elend, alle Verhetzung. Ferner sind nötig Vorkehren gegen die Verbreitung des Antimilitarismus, gegen die Verbreitung falscher Nachrichten und gegen die Einbürgerung fremder Volksverhetzer. Zur Ordnung gehört dann vor allem auch der Schutz der Freiheit der Arbeiter, die arbeiten wollen. Unsere gesamten Rechtsbegriffe, das Ansehen und das Wohl unseres Landes hängen davon ab, ob man die Arbeitswilligen schützen kann. Zusammenfassend betonte Oberstdivisionär Sonderegger: Unser Volk muss lernen, von seinen Freiheiten den richtigen Gebrauch zu machen, sonst riskiert es, dass sie ihm von einem Tag auf den andern verloren gehen. Wenn die Demokratie nicht Ordnung schaffen kann, so wird sie von der Unordnung verschlungen.

Zg.

Augures et réalités...

Par *S. de Stackelberg*.

Dans les temps, déjà lointains, nos ancêtres primitifs érigaient sur les lacs suisses des villages sur pilotis de chêne. Nos contemporains, hautement cultivés, commencent à prendre l'habitude de construire sur des piles de paperasses.

Ce matériel, il faut l'avouer, ne saurait résister aussi longtemps et tandis qu'après quelques milliers d'années on trouve encore des vestiges de la vie lacustre, que deviendront d'ici une décennie nos constructions, nos structures et superstructures avec lesquelles on essaye, sur les bords du Léman, d'ériger une forteresse collective en papier pour résister aux tentations de certains de faire la guerre? La forteresse en papier sera-t-elle plus solide si l'on bâtissait à côté une vaste maison en carton de dossiers pour abriter les nations réconciliées?

«Des pactes, encore des pactes, toujours des pactes, rien que les pactes!» — tel est le cri de ralliement des nobles artisans de la paix, réunis dans le Palais de Verre, serre fameuse où le rameau d'olivier doit prendre racine et pousser. Et le «sol nourricier» est aussi activement préparé par les architectes de l'avenir qui font empiler des Pélion de dossiers sur les Ossa de pactes — rempart impressionnant contre lequel se briseront les tanks, les dreadnought et les avions-bombardiers.

Nous n'avons pas l'intention de nous étendre ici sur le problème de la limitation des armements en tant que moyen d'empêcher la guerre, voire de la rendre plus difficile, moins meurrière, moins hideuse. Les experts de Genève y ont mis plus d'une année, sans jamais tomber d'accord. Si un modeste écrivain technicien, de qui les «secrets des dieux» sont ignorés,

commençait à son tour d'imiter leur exemple et de couper les cheveux en quatre, il en aurait pour dix années ! Aussi veut-il d'emblée tranquilliser le lecteur. La démonstration sera courte. Quelques exemples suffisent.

Quelque nombreux que soient les pactes et les protocoles contre les armes nouvelles, l'extension des progrès du modernisme militaire menacerait, en cas de guerre, des territoires entiers, avec tout ce qui y vit et prospère, si une sage et efficace protection faisait défaut pour assurer la sécurité extérieure, afin d'enrayer les fléaux multiples et variés, présents et futurs. Or, ce ne sont pas des rapports, fussent-ils dactylographiés ou hectographiés, ou même imprimés, qui nous assureront cette protection et si l'on avait la naïveté de s'y fier, le cortège des fléaux un jour s'avancerait, sinistre — ce serait d'abord la désorganisation des communications, ensuite celle du ravitaillement, donc la famine de nos cités modernes surpeuplées, puis celle de l'administration, de la police et de la juridiction, donc l'anarchie et la guerre civile et, pour finir, l'arrêt complet des échanges, du commerce dispersion des multitudes citadines dans la campagne, guerre civile, dissolution des mœurs, désespoir partout, retour à la barbarie primitive, la bête humaine dépouillée des artifices de la civilisation, nue sous son hideur primitive de l'époque des cavernes...

Lorsque la grande industrie, à portée de la main, offre les moyens nécessaires pour trancher des différends par des armes perfectionnées, qui y renoncera de propos délibéré, tant que subsistent entre les nations les animosités et les rancunes du passé, c'est-à-dire toujours ?

L'histoire de l'humanité est d'ailleurs jalonnée par de vains efforts d'établir «la paix sur la terre». Les grands empires d'Orient, l'Empire d'Alexandre, la «Pax Romana» n'en furent-ils pas des tentatives puissamment organisées, appuyées par de moyens autrement importants que ceux dont disposent nos chancelleries du bord du Léman ? Ces tentatives d'établir la paix sur la terre, on en trouve des traces obstinées aux époques les plus sombres et les plus barbares du Haut Moyen-Age, pour arriver à Louis XI, puis à Sully, ensuite aux tentatives de «Pax Gallica» de Napoléon, puis à la Sainte Alliance, ensuite à notre S. d. N.

Les intentions pacifiques des individus, fussent-ils les plus puissants et les plus humains, quelle que soit la grandeur de leur âme et la pureté de leurs foi, ne présagent malheureusement rien, car il existe à côté de tout cela des facteurs peu apparents, peu compréhensibles, ignorés des masses et dont le faisceau forme un tout redoutable qui est la destinée des nations.

On ne peut pas comparer l'existence d'un brave homme en pantouffles, bien décidé à ne pas faire offense à une mouche, aux

destinées historiques d'une nation qui subit la loi biologique éternelle de croissance, résultant de la compression et décompression alternatives des sources vitales de l'organisme et accompagnée, fatallement, de la souffrance.

Quelque grands qu'eussent été les efforts pour bannir la guerre des pratiques des hommes et pour comprimer artificiellement le processus de croissance normale des organismes des nations entières, il n'existe que deux voies pour y aboutir... pour un temps plus ou moins long.

C'est d'abord l'application du principe «vae victis» éternel, lorsque la volonté du vainqueur, appuyé sur les moyens de coercition formidables, fait dicter ses lois au vaincu et lui enlève, sous la menace constante du châtiment suspendu sur sa tête, toute possibilité de regimber contre le joug.

C'est ensuite des «arrangements» plus ou moins sincères, où toujours le droit du plus fort finit par se tailler la plus grosse part, soit avec le consentement «librement consenti» (il faudrait dire «forcément simulé») du plus faible, soit d'un commun accord, en présence d'un danger commun.

Il en ressort que les peuples guerroyent tant que les intérêts communs menacés ne les appellent à s'entendre, c'est-à-dire que les intérêts divergeants les poussent à se faire la guerre entre eux, tandis que la communauté d'intérêts les oblige à faire la guerre à un tiers, qui les menace tous en bloc. Tel fut le cas des républiques de la Grèce antique. Une fois l'arrangement survenu ce n'est pas pour soi, c'est contre autrui! Tel est le cercle vicieux de fatalité de la guerre!

Dans tous les cas, la compression pacifique, plus ou moins artificiellement réalisée, aboutit à la décompression des volontés guerrières. C'est un processus de vie historique qui est d'origine nettement biologique, comme le flux et le reflux du sang dans l'organisme humain.

Tant que l'état de l'organisme est normal, ce flux et ce reflux s'effectuent d'une façon régulière et atténuée. Il y a la tendance à la guerre à l'état latent. Dès que le flux et le reflux deviennent déréglés, il y a la fièvre et l'organisme appelle des moyens de protection contre la fièvre qui pour une nation est la guerre.

La suppression de l'aspirine ou de la quinine est-elle un bon moyen pour combattre la fièvre?

Tel semble être l'opinion des Augures, mais elle ne semble pas leur opinion réelle. La galerie s'extasie, mais les Augures sourient fort délicatement entre eux... Le microbe de la guerre est trop contagieux, l'aspirine et la quinine contre lui sont des armements perfectionnés pour assurer la défense de l'organisme national.

On peut l'assurer d'ailleurs de deux façons différentes — la façon préventive et la façon curative. C'est tout à fait la même chose que dans le traitement d'un malade. Les nations sont des organismes qui obéissent aux mêmes lois biologiques que les individus. Ils leur faut appliquer les remèdes qui agissent d'une façon analogue.

Le traitement préventif est plus indiqué pour obtenir un succès rapide. Le traitement curatif est toujours plus long, il est, par surcroît, plus risqué, car il est connu que «prévenir vaut mieux que guérir»...

Les discussions actuelles sont-elles orientées vers le traitement curatif, plutôt que vers le traitement préventif de la guerre? Au premier abord il en est ainsi et le «microbe de la guerre» ne craint pas d'être attaqué avant qu'il ne manifeste en plein ses redoutables capacités d'attaque contre l'organisme national. Il faut que la haute fièvre apparaisse pour faire envisager l'entrée en action des armes «défensives».

La pharmacopée de guerre s'organise: il y est des armes «les plus dangereuses pour la défense nationale», il y est aussi des «drogues» spécifiquement ou «spécialement offensives», à côté d'autres qui ne le sont pas et qui sont recommandées comme «utiles à la défense nationale».

Un chef qui commandera une armée n'aura qu'à courir dans la pharmacie de Genève pour y puiser un moyen conforme à la pharmacopée lémanique et «autorisé par les lois internationales». En aura-t-il seulement le temps et ne préférera-t-il pas se servir chez lui? ...

* * *

La création d'une «pharmacopée de guerre» qui s'élabore actuellement à Genève serait-ce vraiment un moyen radical contre la fièvre de guerre, en admettant que tout le monde vienne se faire servir dans la pharmacie de paix du Quai Wilson?

La galerie en est persuadée, mais les Augures eux-mêmes, mais les «consilium» des Augures, qui travaillent derrière eux, dans les Etats-Majors et les arsenaux?...

On fait semblant, on supprime tout ce qui fait impression sur le profane, tout ce que risque de ralentir le succès rapide d'une «cure préventive» foudroyante.

La limitation des calibres et des volumes des engins de combat, la réduction des effectifs de paix, la réduction des effectifs de réserve instruits sont les trois piliers du «traitement curatif» de la guerre-maladie.

Une fois admis et réalisés, ces principes restent supposés immuables, les volontés guerrières sont neutralisées, les moyens pour la guerre préventive n'existent plus.

Comme si l'ingéniosité et l'esprit chercheur de l'homme étaient capables de se contenter de vivre derrière une muraille de Chine bâtie à force d'ordonnances, d'interdictions, de pactes, d'arrangements, etc. Ordonner de ne pas progresser, interdire de penser, proscrire toute évolution historique et politique des nations précédemment frustrées et insatisfaites, ne suffit pas. Pour un contrat comme pour un mariage il faut être (au moins!) deux. Il est douteux que, le moment venu, l'artifice actuel résiste à la poussée.

Car quelles que soient les interdictions, l'homme continuera à penser, à mieux faire. Ceci ne peut lui être interdit; même dans un cachot obscur, il ne demande pas de papier à écrire, ni de crayon pour inventer et évoluer. Que dire alors de nos nombreux, innombrables techniciens qui travaillent dans les arsenaux, laboratoires chimiques, comités de guerre, fabrications militaires et civiles, appliquées à la guerre, où si l'on veut: à la défense nationale, la meilleure défense, la «préventive»...

Ceux-là, ils ont tout le nécessaire pour travailler — des expériences acquises et tenues dans un secret le plus rigoureux, des laboratoires incontrôlés et incontrôlables, des arsenaux sans accès pour le profane, des champs d'essais, des troupes prêtes à manœuvrer pour établir la liaison entre l'industriel pacifique et le militaire guerrier...

En admettant que la panacée contre la guerre soit dans la suppression de gros canons, d'immenses mastodontes d'acier que sont les gros tanks, d'impressionnants dreadnought, la difficulté à en remplacer les avantages serait-elle irréductible? Et peut-on réellement parler des avantages? La guerre de mouvement, préparée par les tacticiens de tous les pays, nécessite-t-elle vraiment ces masses de ferrailles impressionnantes, ces énormes gueules des canons, qui paraissent si redoutables et qui le sont moins que certaines petites armes «de poche» perfectionnées?

Serait-il raisonnable aussi de s'encombrer de gros effectifs humains, formés pour la plupart des non-spécialistes, de paisibles bourgeois ou ouvriers, arrachés de leur petit bonhomme de chemin, jetés dans la fournaise en gémissant et en poussant des malédictions contre la guerre?

Ne vaut-il pas mieux employer relativement peu d'hommes, bien décidés à accomplir jusqu'au bout leur devoir de guerriers, puisqu'ètre guerrier sera pour eux appartenir à une caste à part, sera leur seule raison d'être. Alors, la réduction des effectifs? Avec les masses impressionnantes d'hommes, alignés, couchés, morts déchiquetés? Protégés, à l'abri de la cuirasse, les guerriers risqueront moins que les combattants à découvert. La guerre ne sera plus une boucherie des hommes de cavernes, mais une joute où l'esprit et la sagacité joueront le rôle principal.

La manœuvre stratégique renaîtra. Telle nation qui possédera le génie des opérations vaincra. Une véritable guerre des cerveaux, au lieu d'une guerre des muscles. Telle au moins est la conception de certains spécialistes, qui acclament la réduction des effectifs hommes, quitte à augmenter les effectifs machines...

A commencer par le matériel, la limitation du calibre ne sert pas la paix. Plus l'arme est lourde et peu maniable, plus elle est lente à tirer, moins elle est «spécifiquement offensive» ou «dangereuse pour la défense nationale». Un canon semi-automatique qui tirerait 40 coups à la minute serait souvent plus dangereux qu'un gros obusier de 220 mm qui ne tirera que 4 coups à la minute. Si l'on met le premier sur chenille et si on le munit d'un moteur approprié, il courra à la vitesse de 40 à 70 km à l'heure, tandis que le gros obusier se traînera à la vitesse de tortue. Le petit canon accompagnera les troupes motorisées légères d'invasion. Il se transformera en char rapide ou restera canon-char, bon pour aider les troupes d'invasion à occuper et à tenir les villes conquises, tandis que la «grosse gueule» restera loin en arrière, sans faire beaucoup de mal.

Un énorme char de 75 à 100 tonnes, monstre d'acier, est peu dangereux en tant qu'arme offensive. D'abord parce qu'il est trop lourd et ne peut se déplacer par lui-même qu'à proximité du lieu de départ pour l'attaque. On est obligé de le transporter par chemin de fer. Abandonné à lui seul il ne ferait plus que du huit à l'heure, tous les ponts ne le supporterait même pas, il ne saurait accompagner les troupes légères d'invasion et comme les «grosses gueules» d'obusiers et de mortiers, resterait en arrière. D'autre part, il coûterait plusieurs millions et on ne saurait trouver l'argent pour en avoir des escadres. Très lents et très visibles, de tels chars sont facilement détruits par l'ennemi.

Par contre une multitude de petits chars, véritable nuée de sauterelles d'acier, lancée dès la première heure de déclaration de guerre, voire *avant* la déclaration, à la vitesse des canon-chars mentionnés et de concert avec eux, pénétrera facilement dans le pays ennemi et y jettera la panique, la destruction et la mort. L'effet de tels engins, pourtant autorisés en tant qu'armes de paix (puisque seuls les chars au-dessus de 16 tonnes, comme les canons au-dessus de 155 mm sont destinés à être prohibés), sera plus irrésistible que l'effet d'une grosse masse d'avions bombardiers, étant donné que ces derniers ne peuvent rien conquérir, mais seulement détruire. Une masse de petits chars et de canons rapides, appuyée par des hommes armés de mitrailleuses et portés sur des camions chenillés c'est déjà l'armée d'invasion toute faite, préparée dès le temps de paix et autorisée par l'aréopage de Genève! Cette armée peut occuper et tenir les lo-

calités stratégiques ennemis, des villes entières, ce que l'avion de peut pas.

C'est le rebours du bon sens que de qualifier les grosses masses d'acier d'armes «dangereuses» ou «spécifiquement offensives», tout en autorisant les petites armes «de poche», chars, canons, etc. Pourtant le public est convaincu et les Augures sourient...

Même inconséquence dans la limitation des effectifs. Le public est, certes, émerveillé d'apprendre que des dizaines de milliers d'hommes chez lui, des millions d'hommes dans le monde entier vont être licenciés. Mais les Augures sourient encore. Le secret de doubler la force et la puissance d'une armée, tout en réduisant de moitié ses effectifs, leur est connu. Cela ne tient nullement de la sorcellerie, mais de la «motorisation» et de la «mécanisation». Le calcul est simple: en puissance de feu, 20 chars de petite dimension, donc autorisés par la pharmacopée de Genève, égalent 2000 hommes, 120 de ces chars déplient le feu d'une division au combat. Supprimons une division de douze mille combattants, mais commandons à sa place 250 chars. Nous obtenons les effets de feu de deux divisions au combat!

Là où le public croit voir *zéro*, les Augures voient, eux, le chiffre *deux*!

Autre exemple: admettons que l'on fixe le nombre de grosses mitrailleuses à un chiffre minima quelconque, à 100 p. ex. par grande unité, soit à 12.000—16.000 coups à la minute. Aussitôt le technicien accouple les mêmes mitrailleuses par deux, trois, quatre tubes et, tout en restant dans la limite du permis, car le chiffre ne change pas, l'on augmente la puissance du feu de l'unité en proportion. Son potentiel offensif devient double, triplé ou quadruplé, par rapport à l'ancien, sur lequel on aurait basé la limitation!

Pour les réserves instruites, même procédé de truquage. On diminue les réserves instruites, mais on tourne la difficulté de recrutement en admettant, totalement ou partiellement, le système des milices.

Ce système est-il offensif ou défensif? C'est selon le pays qui l'emploie, la quantité et la densité de sa population. Il est défensif pour la Suisse qui n'a que 4 millions d'habitants et ne peut mobiliser que 6 % de sa population mâle valide. Avec 240 mille hommes pas de danger du militarisme suisse!

Mais supposez que la Chine adopte le système intégral de milices. Elle alignera 24 millions de guerriers, la Russie des Soviets 8,5 millions, les Etats-Unis 7,2 millions et ainsi à l'avenant, proportionnellement au chiffre d'habitants, auquel il faut ajouter

encore celui des pays alliés. Les armées seront bien plus impressionnantes que de nos jours et pourtant ce seront les armées de paix, toujours autorisées par la pharmacopée genevoise de guerre!

Instrument défensif chez un petit peuple isolé, comme la Suisse, le système de milices devient subitement un moyen redoutable d'invasion, voire d'une véritable migration guerrière entre les mains d'un grand peuple, s'appuyant sur de nombreux alliés, ayant eux aussi, institué les milices. L'armée de Gengis Khan, fut à proprement parler, une armée de milices.

Et maintenant approchons-nous d'un terrain interdit, terrain brûlant, celui de la guerre des gaz!

Pour l'aborder il faut commencer par l'avion qui est l'unique propagateur de la guerre chimique dirigée contre le moral de l'arrière, contre les populations civiles. Il est, en effet, probant, d'après les manœuvres de l'après-guerre que, dans la zone de combat, l'avion est relativement entravé par l'action de la D. C. A., les combats aériens, la protection fumigène, la dispersion des troupes attaquées, etc. Il est beaucoup plus libre d'agir à l'intérieur du pays ennemi, s'il peut y pénétrer en force, à la vertu des manœuvres stratégiques de diversion aérienne. Il est à supposer que de grosses masses d'avions seront jetées, dès la première heure de la guerre, voire avant la déclaration de guerre, sur le pays ennemi, afin d'en désorganiser la mobilisation, d'en affecter le moral et de le réduire à la capitulation, avant même que les forces vives de son armée entrent en action.

Limiter l'avion à 3.000 kgs, doser l'aviation comme le propose la nouvelle pharmacopée de guerre, serait-ce véritablement entraver son action? Prohiber les avions de bombardement, comme d'aucuns le proposent, seraient-ce préserver les vies des non-belligérants, massés à l'arrière? Supposons que ces mesures soient adoptées et que le public soit encore une fois de plus émerveillé et tranquillisé? Les Augures pleureront-ils cette fois? Non, ils souriront comme d'habitude et voici pourquoi.

Les avions modernes sont aujourd'hui à fonctions multiples. L'ancienne division en avion de chasse, de combat, d'observation, de reconnaissance, de bombardement est désuette et périmée. Un avion de combat devient aussi un avion de chasse, un avion de reconnaissance devient un croiseur de bombardement, un avion d'observation reçoit quelques tubes lance-bombes et un dispositif de visée et de décrochage. Un seul avion peut remplir, deux, trois missions différentes, tout en demeurant dans le permis, tout en étant construit comme si aucune intention malveillante n'existeit — rien que des photos, quelques voyages de curiosité sur les lignes ennemis et c'est tout! Le tour est joué.

Le type prohibé, la fonction reste. L'effet étant juridiquement limité, le progrès technique en profite pour l'accroître, car si un avion possède trois fonctions, une armée aérienne de 3.000 avions équivaudrait, à priori, à une armada de 9.000 avions. Et l'on reste toujours dans les limites de la légalité...

Pour ce qui concerne la guerre des gaz, il paraît que ce serait plus difficile. Le procédé est trop apparent, difficilement camouflable. L'accord est unanime pour bannir la guerre des gaz des pratiques de guerre «humaine et loyale», comme si les autres armes étaient tellement douces et inoffensives.

Mais... l'on oublie dans le protocole solennel d'interdiction à énumérer les arsenaux de guerre chimique et à demander leur destruction, on oublie d'énumérer les troupes chimiques et d'en demander l'abolition, on oublie les laboratoires d'essais et les innombrables animaux sacrifiés pour les recherches des nouveaux gaz de combat. Partout l'on continue à travailler, à exercer les compagnies chimiques, à sacrifier les animaux, mais la guerre des gaz est pourtant prohibée avec horreur. Alors, pourquoi ces oublis? Pourquoi ne pas procéder à des destructions définitives et salutaires au grand jour de tous ces arsenaux, laboratoires, stations d'essais, etc.?

Parce que «il n'est aucun Etat industriel qui ne prépare l'arme chimique de l'est à l'ouest du monde habité. Ces Etats ruineraient-ils leur industrie chimique pour éviter qu'elle serve à leur défense nationale?» disait feu le Colonel Fernand Feyler, le grand écrivain militaire suisse dans un article paru en octobre 1928 déjà dans la «Neue Schweizerische Rundschau». «L'esprit «Z» — écrit M. Louis Simon, pharmacien de l'armée française dans son ouvrage «la Grande Inquiétude ou la Nation sous les gaz», doit être créé en France, il doit commencer dès l'école primaire, être inculqué aux enfants de deux sexes en leur faisant respirer l'odeur des gaz de combat... au besoin il serait nécessaire d'organiser sur tout le territoire des journées «Z» avec les «exercices d'alertes nocturnes et le jet de bombes».

On doit rendre justice aux auteurs cités, — dont les appréhensions paraissent plus justifiées que jamais, — qu'ils obéissent, en écrivant ces lignes, à l'instinct normal de conservation de la race, au lieu de suivre les faux courants de formules lénitives et creuses, qui sont pour nos aréopages mondiaux un moyen confortable d'éviter leur écrasante responsabilité pour l'avenir...

(A suivre.)

S. de Stackelberg,

Ex-Attaché à la Mission Militaire Impériale de Russie
en France, chargé de la Section des gaz de combat.